

Perspectives 2011

Ce qu'ils en pensent

Même si la situation économique s'améliore, la majorité des entreprises n'a pas encore retrouvé le niveau d'activité qui était le leur avant la crise économique et elles manquent souvent de visibilité quant au développement de leur activité dans les prochains mois. C'est dans ce contexte que, comme elle le fait depuis plusieurs années, la Chambre de Commerce et d'Industrie de région Rhône-Alpes a interrogé une quarantaine de grands témoins de l'économie régionale : les présidents des CCIT de Rhône-Alpes, pour qu'ils s'expriment sur la situation des entreprises et les enjeux des territoires qui constituent Rhône-Alpes, et des présidents d'organismes consulaires, patronaux ou professionnels pour qu'ils décrivent le climat des affaires au sein du tissu d'entreprises de leurs secteurs d'activité. Il a été demandé à chacun de s'exprimer sur la manière dont il appréhende l'année 2011, tant en ce qui concerne le développement de l'activité économique, l'investissement, l'emploi, le commerce extérieur, les grands projets susceptibles de dynamiser l'économie ou bien encore les évolutions structurelles en cours qui modifient les marchés ou la manière de produire. Les interviews de ces personnalités ont été réalisées en février, essentiellement dans la deuxième quinzaine du mois, c'est-à-dire en particulier avant le séisme et le tsunami qui ont frappé le Japon et avant le début de l'intervention militaire en Libye.

Présidents de CCIT

Jean-Marc BAILLY , Président de la CCIT de l'Ain	p. 8	Gérard RAVOUNA , Président du syndicat des industries Mode et Habillement Rhône-Alpes	p. 15
Jean-Paul POULET , Président de la CCIT de l'Ardèche	p. 8	François RIEFFEL , Président de la Fédération des Industries Mécaniques - Délégation Rhône-Alpes	p. 15
Joël ROQUES , Président de la CCIT de la Drôme	p. 8	Yves RULLIERE , Président de l'Union Nationale des Industries de la Communication (UNIC) Rhône-Alpes	p. 15
Jean VAYLET , Président de la CCIT de Grenoble	p. 9	Jacques CHANUT , Président de la Fédération du Bâtiment de la région Rhône-Alpes	p. 16
Daniel PARAIRE , Président de la CCIT Nord Isère	p. 9	Daniel MOULIN , Président de la Fédération Régionale des Travaux Publics Rhône-Alpes	p. 16
André MOUNIER , Président de la CCIT de Saint-Etienne/Montbrison	p. 9	Jean-Marc ASSAEL , Président de la Fédération des entreprises du Commerce et de la Distribution (FCD) Rhône-Alpes	p. 16
Jean-Bernard DEVERNOIS , Président de la CCIT du Roannais	p. 10	Jean-Michel PERISSOUD , Président Rhône-Alpes du Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA)	p. 16
Philippe GRILLOT , Président de la CCIT de Lyon	p. 10	Pascal PERRAUT , président de la Commission Commerce de la CCIR Rhône-Alpes	p. 17
Noël COMTE , Président de la CCIT du Beaujolais	p. 10	François DAMARIN , référent de la CCIR en matière de commerce	p. 17
René CHEVALIER , Président de la CCIT de la Savoie	p. 11	Daniel BOUVARD , Président Rhône-Alpes du Syndicat des Entreprises de Travail Temporaire	p. 17
Guy METRAL , Président de la CCIT de Haute-Savoie	p. 11	Olivier de MARNIGNAN , Président du Comité des Banques de la région Rhône-Alpes	p. 17

Autres personnalités du monde économique

Patrick MARTIN , Président du MEDEF Rhône-Alpes	p. 12	Dominique DI BELLO , Président de la Fédération régionale des Entreprises de Transport et de Logistique (TLF)	p. 18
François TURCAS , Président de la CGPME Rhône-Alpes	p. 12	Vincent LE ROUX , Président du Club Prestige Rhône-Alpes	p. 18
François GAUDICHET , Directeur régional de la Banque de France	p. 12	Gilles MAURER , Président de Syntec Rhône-Alpes	p. 18
Pierre CORMORECHE , Président de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat Rhône-Alpes	p. 13	Roland BERNARD , président de la Commission Tourisme de la CCIR Rhône-Alpes	p. 19
Gérard SEIGLE-VATTE , Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes	p. 13	René CHEVALIER , référent de la CCIR en matière de tourisme de montagne	p. 19
Isabelle SIAUX , Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables de Rhône-Alpes	p. 13	Daniel PARAIRE , référent de la CCIR en matière de tourisme de plaine et des collines	p. 19
Charles ARONICA , Président Rhône-Alpes de la Fédération Française du Cartonnage	p. 13	Jean-Paul POULET , référent de la CCIR en matière de tourisme méridional	p. 19
Philippe BOULETTE-SCOLA , Président d'Allizé Plasturgie Rhône-Alpes	p. 14	Michel-Louis PROST , Président de l'Association pour le Développement de l'Informatique en Rhône-Alpes (ADIRA)	p. 20
Patrick DEJEAN , Président de l'Union des Industries Métallurgiques et Electriques Rhône-Alpes (UDIMERA)	p. 14	Guy REVOL , Président de la délégation Rhône-Alpes/Auvergne de la Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France (CDAF)	p. 20
Bernard GAUD , Président de l'Association Régionale des Industries Alimentaires	p. 14	Pierre SIBUT , Président de la Fédération Nationale des Transports Routiers (FNTR) Rhône-Alpes	p. 20
Jean-Jacques GILLOT , Délégué Général du Groupement des Industries Chimiques et Connexes Rhône-Alpes	p. 14	Jean-Marc TORROLLION , Président de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM) Rhône-Alpes	p. 20
Jean-Claude MONTAGNON , Président de l'UNITEX, Union interentreprises Textile Lyon et région Rhône-Alpes	p. 15		

Les interviews des pages 13 à 20 ont été réalisées par l'agence de presse Be.presse



Jean-Marc BAILLY
Président de la CCIT de l'Ain

Redoubler d'efforts pour conforter la reprise

L'année 2011 a débuté dans l'Ain sous le signe d'une fragile reprise. Il est incontestable que de nombreuses entreprises ont senti un renforcement de la demande. C'est le cas de l'industrie, mais de manière très disparate, et des services comme les transports. Dans un département qui produit beaucoup de composants pour les biens d'équipement, les perspectives de redémarrage de l'investissement aux niveaux national et européen sont stratégiques pour que le rebond qui a débuté devienne réellement vigoureux.

Dès à présent cependant des dangers menacent cette sortie de crise : la hausse des matières premières inquiète particulièrement dans la plasturgie, et dans le travail des métaux, que ce soit pour l'acier ou le cuivre. Et pour les entreprises qui recherchent à nouveau du personnel, elles constatent que le travail qualifié est aussi difficile à trouver en 2011 qu'aux heures de meilleure activité économique du début 2008. La reprise sollicite de plus les trésoreries, et il faut exhorter les banques à bien prendre en compte les ratios futurs plutôt que ceux, dégradés, des dernières années.

Si de nombreuses variables, comme les prix mondiaux, nous échappent, la Chambre de l'Ain veut en 2011 accentuer les actions qui ont confirmé leur nécessité, en particulier l'accompagnement de proximité des entreprises et l'appui au commerce. Résoudre le problème récurrent et majeur des ressources humaines pour les entreprises s'impose comme une priorité, sans oublier de s'insérer avec succès dans le concert européen.



Jean-Paul POULET
Président de la CCIT de l'Ardèche

Des signes de reprise

En ce début 2011, nous constatons en Ardèche les signes d'une reprise. Les carnets de commandes se remplissent, avec toutefois des disparités locales. Les projets d'investissements, figés en 2010, semblent voir le jour pour 2011. Mais, paradoxalement, les entreprises qui avaient réduit fortement leur effectif en 2010 se trouvent aujourd'hui confrontées à un problème de recrutement de personnel qualifié !

Malheureusement, le coût des matières premières s'envole. Les secteurs dits « traditionnels » comme le textile (moulinage et texturation) sont toujours dans une phase difficile. Les secteurs porteurs restent l'agro-alimentaire, les loisirs, la cosmétique... Les entreprises à taille humaine, qui ont une meilleure capacité à innover et à s'adapter à de nouveaux marchés, peuvent à terme tirer plus facilement leur épingle du jeu.

L'implantation de nouvelles grandes surfaces continue de menacer le commerce de proximité.

Les entreprises touristiques soutiennent un effort important en termes d'investissement. L'ancrage de grandes manifestations sportives comme l'Ardéchoise permet d'espérer un record d'affluence, qui devrait augurer d'une bonne année touristique.

Nous sommes mobilisés pour accompagner les entreprises en création et en développement, avec notamment la mise en place de structures d'accueil (pépinières d'entreprises, atelier-relais...). Par ailleurs, des conventions de revitalisation, déjà existantes dans le nord du département, vont se mettre en place dans d'autres parties du territoire ardéchois. L'animation sera assurée par la CCI.



Joël ROQUES
Président de la CCIT de la Drôme

Un seul combat : la croissance du territoire

Si la Drôme a traversé la crise plus sereinement que la moyenne rhônalpine, elle le doit certes à sa configuration en mosaïque de PME et TPE multisectorielles. Mais elle le doit aussi aux efforts d'anticipation que le territoire, la CCI en tête, a déployé en matière d'équipements structurants et innovants et d'actions de prévention.

Avec un risque majeur à gérer - 35 % de nos chefs d'entreprise drômois, pesant 40 % des emplois, seront à la retraite dans les 5 ans - il est de notre responsabilité consulaire d'aller chercher des points de croissance la plus « durable » possible. Cette nouvelle mandature va donc s'attacher à se coordonner avec les autres chambres

consulaires du département pour aider à l'émergence de filières structurées.

Parallèlement, au vu des informations remontant du RIST, les carnets de commande de nos industriels semblent se raffermir : notre CCI sera donc vigilante à accompagner efficacement les entreprises en tension sur de la main-d'œuvre qualifiée, par l'ouverture de formations adaptées.

Enfin, asseyant depuis plusieurs années l'identité de notre territoire sur l'innovation « durable », nous nous attendons à constater rapidement un retour gagnant sur les grands chantiers en cours : la pépinière d'INEED* dédiée à l'éco-innovation, les plateformes fluides supercritiques et la plateforme multimodale du Port de Commerce, par exemple.

Reste pour moi l'essentiel : donner à nos ressortissants l'assurance d'une CCI la plus efficace possible, s'articulant autour de commissions pragmatiques et une présence terrain prioritaire.

*Innovation pour l'Environnement et l'Economie Durable



Jean VAYLET
Président de la CCIT de Grenoble

S'appuyer sur de nouveaux relais de croissance

En ce début d'année, les chefs d'entreprise expriment une confiance toute relative dans l'avenir. Ils témoignent d'une absence de visibilité persistante et de situations d'entreprises toujours très contrastées selon les secteurs d'activités. Pour autant, l'année 2011 s'annonce meilleure que 2010, avec des intentions d'embauche en progression pour les cadres et un redémarrage attendu de l'investissement dans l'industrie (après les baisses brutales en 2009 et 2010). Le niveau d'activité pour 2011 est perçu comme plutôt positif, surtout pour les

entreprises positionnées sur les pays émergents. Les secteurs porteurs de croissance concernent l'énergie, la sécurité, l'environnement et la santé. Par contre, les interrogations sur l'investissement des collectivités locales et la dégradation des résultats et des trésoreries limitent les possibilités d'investissement sur le moyen terme et rendent les perspectives du BTP moroses.

En matière d'infrastructures et d'aménagement, la région grenobloise ne manque pas de projets (ligne E du tramway et extension de la ligne B vers le CEA Grenoble, les premiers chantiers de Grenoble Presqu'île et la livraison des bâtiments Clinatex et B2I, le Center Parcs à Roybon...).

Les forces de la région grenobloise sont nombreuses et, pour accélérer la reprise, il faudra continuer d'appuyer sur ces leviers de croissance que sont l'attractivité, la performance industrielle, le cadre de vie et l'excellence de l'innovation. C'est autour des 3 I - Investissements, International, Innovation - que les acteurs économiques de notre région doivent rester mobilisés.



Daniel PARAIRE
Président de la CCIT Nord Isère

De grands projets au service du territoire

Depuis le dernier semestre 2010 le Nord Isère a renoué avec un climat d'optimisme et de reprise d'activité. En attendant que cette tendance soit consolidée, le principe de prudence prévaut : suivant leur taille, leur marché ou leur situation financière la situation des entreprises du territoire peut être très contrastée. D'où la nécessité de continuer à accompagner les entreprises dans le suivi des difficultés mais aussi dans leurs démarches de développement : en innovation, à l'international ou par le biais d'investissements, avec notamment

le développement de solutions de financement complémentaires aux dispositifs classiques. De plus, au-delà de ces accompagnements individuels, la mobilisation collective prévaut sur le Nord Isère avec un travail coordonné de l'ensemble des acteurs qui élaborent de concert les Plans de Sauvegarde de l'Emploi et des plans de revitalisation intelligents afin de soutenir des projets collectifs ou individuels pour favoriser la création d'emplois.

Les projets ambitieux qui touchent le territoire permettent, enfin, d'afficher un baromètre de l'activité au beau fixe : je pense, par exemple, à la reconnaissance nationale en début d'année du Pôle d'Intelligence Logistique Europe du Sud comme Grappe d'Entreprises, au démarrage de la procédure grand chantier du Lyon-Turin, au projet de plate-forme d'autoroute ferroviaire, à la volonté collective de faire du Nord Isère un territoire exemplaire en matière de solutions constructives ou d'économie créative ou enfin aux ambitions régionales de la zone industrielle portuaire de Salaise / Sablon : autant de démarches ambitieuses visant à renforcer la dynamique du Nord Isère.



André MOUNIER
Président de la CCIT de Saint-Etienne/Montbrison

Entre révolutions et perspectives de reprise

Après de nombreux mois difficiles pour nos entreprises, le bilan de l'année 2010 est encourageant. L'économie ligérienne connaît une reprise progressive selon les secteurs. Les entreprises ont su rebondir et saisir de nouvelles opportunités.

Beaucoup d'indicateurs passent au vert. Même si les niveaux ne sont pas encore ceux d'avant-crise, les échanges internationaux reprennent de leur vigueur depuis plus d'un an. L'emploi salarié repart légèrement à la hausse

après une forte hémorragie et le chômage baisse progressivement. La reprise des investissements est encore attendue mais l'année 2011 pourrait décider les entreprises à lancer de nouveaux projets. Le contexte révolutionnaire actuel des pays nord-africains et sa possible contagion pose toutefois la question de son impact économique à l'échelle mondiale.

Cette nouvelle année devrait malgré tout être synonyme de nette poursuite de l'augmentation de l'activité économique notamment dopée par l'international. Les entreprises de notre territoire ont toujours su s'adapter et innover pour mieux rebondir. Elles se distinguent aussi par une capacité à travailler en réseaux bénéficiant ainsi d'un dynamisme et de la force des actions collectives. Les résultats des vagues successives des appels à projets Grappes d'entreprises illustrent cette capacité à s'unir pour accroître sa compétitivité : 7 grappes ont ainsi été reconnues dans la Loire.

La CCIT de Saint-Etienne / Montbrison encourage les entreprises à s'inscrire dans cette stratégie et les accompagne dans sa mise en œuvre.



Jean-Bernard DEVERNOIS
Président de la CCIT du Roannais

Le Roannais, un territoire plein d'avenir

Au cours des dernières années, le Roannais a changé du tout au tout : les industries traditionnelles de la mécanique et du textile ont été largement relayées par l'agro-alimentaire, le caoutchouc, le papier/ carton..., et les Services ont pris une place majeure.

Dans une conjoncture qui s'est bien redressée, même si elle continue à manquer de visibilité, nous travaillons prioritairement sur :

- L'accessibilité :
 - Nous avons obtenu l'A89 qui sera livrée en décembre 2012.
 - Nous avons obtenu que l'aménagement de la RN7/RN82 fasse partie des 7,8 % d'investissements consacrés au mode routier, prévus par le Schéma National des Infrastructures de Transport. Reste à convaincre les élus territoriaux que la mise en concession est la seule solution réaliste pour aboutir.
 - La future LGV Paris-Orléans-Clermont-Lyon va, en 2020, mettre Clermont à moins de deux heures de Paris et répondre à la saturation de l'actuelle ligne Paris-Lyon. Nous devons obtenir un tracé qui soit favorable au Roannais, et aux villes du Grand Centre laissées jusque-là à l'écart. Nous devons nous mobiliser maintenant, car le Débat Public qui décidera du tracé aura lieu de septembre à décembre 2011.

• L'attractivité : nous travaillons avec les élus territoriaux à l'élaboration d'un vrai projet d'Arrondissement Loire Nord pour confirmer la position du Roannais comme porte d'entrée Ouest de la région Lyonnaise.

Le rééquilibrage économique et démographique du Roannais est en cours. La qualité de ses hommes et de ses savoir-faire sont des atouts extraordinaires pour notre territoire. A nous de les valoriser pour répondre aux nouveaux défis qui nous attendent.



Philippe GRILLOT
Président de la CCIT de Lyon

Cap sur l'investissement !

En ce début 2011 et sur les traces d'un dernier semestre 2010 actif, les entreprises de la région lyonnaise restent prudentes mais sont confiantes. Après les difficultés connues ces deux dernières années, elles retrouvent un niveau d'activité plus conforme à la normalité. Grâce à la relance des commandes amorcée au dernier trimestre 2010, les dirigeants s'attendent à un retour de la croissance cette année mais comptent sur une vraie reprise en 2012.

Construite sur un modèle équilibré, la région lyonnaise s'en sort mieux que d'autres, avec une stabilité économique renforcée par sa capacité d'innovation. Certes, le bilan est sévère, notamment dans des secteurs comme la mécanique ou la chimie qui ont enregistré une dégringolade des chiffres d'affaires et des emplois. Mais 2011 pourrait amorcer un retour en grâce. La crise a clairement mis en exergue la solidité des modèles constitués sur la charnière innovation-production-services.

Si l'investissement a été une victime essentielle de cette crise, il doit être la priorité des entreprises en 2011 pour retrouver le chemin de la croissance. Tous les observateurs s'accordent à parler de reprise en matière d'investissements, notamment industriels. Qu'ils soient matériels, pour augmenter les capacités, renouveler ou moderniser les moyens de productions ou immatériels, pour augmenter les résultats de l'entreprise en jouant la carte de l'innovation, de l'international ou tout simplement en dynamisant l'organisation commerciale, les chefs d'entreprise doivent véritablement reprendre goût à l'investissement.



Noël COMTE
Président de la CCIT du Beaujolais

Optimisme mesuré et performance collective pour nourrir la croissance

Les chefs d'entreprise du Beaujolais ont meilleur moral en ce début d'année. Ils affichent cependant un optimisme mesuré, prévoyant un chiffre d'affaires stable ou en légère hausse. L'investissement devrait se maintenir et l'emploi rester stable sur 2011.

Le tissu économique du Beaujolais voit croître le nombre de ses entreprises. Ces dernières, principalement des TPE/PME, ont su faire preuve de réactivité et d'innovation pour s'adapter aux turbulences d'une période délicate. Après une légère baisse en 2009, le nombre d'immatriculations a rebondi en 2010. Quant au nombre de visas à l'international délivrés par la CCI, il a progressé de 35 % par rapport à 2009, attestant d'une activité commerciale à l'international plus dynamique. Les activités de service poursuivent leur progression.

De grands projets d'aménagement sont en voie de concrétisation pour renforcer l'attractivité du Beaujolais, tels que la zone d'activité d'intérêt régional Lybertec au Nord du département, ou celle de l'île Porte sur l'agglomération de Villefranche à Arnas. La CCIT du Beaujolais poursuit sa politique d'investissements sur la plate-forme logistique du Port de Villefranche pour servir la croissance du trafic fluvial. Enfin, le territoire Beaujolais s'est doté de Clubs territoriaux et d'un cluster inter-filières, le Cluster Beaujolais, pilotés par la CCI. En déployant son expertise des logiques éco-industrielles et la coopération, le cluster ouvre une voie innovante pour conduire la mutation économique du territoire, affirmant que la croissance durable résulte bien de la performance collective.



René CHEVALIER
Président de la CCIT de la Savoie

Entre prudence et optimisme

Le frémissement de reprise constatée en 2010 semble se confirmer pour le début de l'année 2011. Malgré une stabilisation de l'activité, les entreprises du BTP restent prudentes dans leurs prévisions. De fait, même si par exemple les perspectives immobilières indiquent une dynamique et des commandes en hausse, les investissements se font en grande majorité pour moderniser ou renouveler les moyens de production.

Concernant le secteur industriel, nous constatons une situation qui se rétablit progressivement. 72 % des industriels déclarent une hausse ou stabilité de leurs effectifs. Une stabilisation qui augure une note optimiste pour 2011.

La fréquentation de la saison hivernale est un indicateur important pour nous. Or, la fréquentation de ce début de saison connaît une baisse globale. Toutefois, les résultats sont nuancés selon les secteurs « périneige » de la Savoie, englobant les zones touristiques d'Albertville-Beaufortain-Val d'Arly, de la Maurienne et de la Tarentaise.

Un projet majeur comme le chantier ferroviaire Lyon-Turin devrait assurer pour les 15 ans à venir une dynamique importante et constante pour le département.

De plus, pour autant transmettre que conserver leur savoir faire, maintenir une capacité de production et assurer le renouvellement des générations, les entreprises mobilisent la formation continue dans cette période de moindre activité. Ainsi, la demande d'accompagnement et d'écoute des entreprises auprès de notre CCIT rappelle l'importance de la proximité avec les territoires.



Guy METRAL
Président de la CCIT de la Haute-Savoie

La croissance devrait donc être au rendez-vous de 2011

L'économie de la Haute-Savoie a connu un réel effet de reprise en 2010. Cette amélioration est sensible dans l'industrie avec des trésoreries reconstituées, des chiffres d'affaires en hausse et des carnets de commandes satisfaisants. Ce secteur souffre toutefois d'un manque de visibilité à moyen et long terme. Le commerce extérieur a lui aussi évolué favorablement en 2010, les importations étant en hausse de 24 %, les exportations de 18 % pour un excédent de 714 M€.

La conjoncture s'améliore également pour les services aux entreprises et l'immobilier (les autres branches des services s'inscrivant dans la stabilité), ainsi que pour le commerce de détail, malgré des soldes en demi-teinte.

Quant à l'emploi, la demande fléchit de plus de 4 % en 2010. Certains secteurs, comme la mécanique, rencontrent même des difficultés de recrutement.

Des inquiétudes subsistent cependant pour les entreprises du bâtiment et surtout celles des travaux publics en raison, entre autres, de la baisse des commandes des collectivités locales.

La croissance devrait donc être au rendez-vous de 2011. Elle pourrait même trouver un allié sérieux si, le 6 juillet, Annecy et la Haute-Savoie obtiennent les JO d'hiver 2018.

A ce jour toutefois, les prévisions restent prudentes car l'activité n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant crise. La priorité est donc de renforcer la compétitivité des entreprises, notamment en favorisant les investissements (qui tardent à redémarrer) et le développement à l'international.



Patrick MARTIN
Président du MEDEF Rhône-Alpes

Nos entreprises démontrent une impressionnante capacité à se réinventer

La reprise est tonique, l'activité accélérant dans l'industrie. Les perspectives s'améliorent pour la construction, augurant de futurs chantiers. Un rebond de l'investissement est attendu, bien que les effets de la crise limitent la capacité offensive de certaines entreprises. Les fluctuations monétaires et du coût des matières premières, l'instabilité géopolitique et le probable durcissement des conditions de financement tempèrent cet optimisme.

Ces risques et les surcapacités que nombre d'entreprises ont supportées expliquent une reprise très progressive de l'emploi. De plus, des difficultés de recrutement existent pour de nouveaux emplois, ce qui renforce la nécessité d'un dispositif de formation réactif, à l'écoute des entreprises et doté de financements. Il faut être conscient des mutations opérées par les entreprises pendant la crise. Elles se sont réinventées de façon remarquable, trouvant de nouveaux marchés, créant de nouveaux métiers, rénovant leur organisation. Cela se traduit immanquablement dans l'évolution de leurs besoins qualitatifs en ressources humaines, tant en recrutement qu'en formation.

Par ailleurs, les initiatives prises pour doper l'innovation (crédit impôt-recherche, Investissements d'avenir...) sont très utiles, suscitant une vraie mutation « culturelle » dans les relations Entreprises-Recherche-Enseignement. Cela me rend très optimiste pour Rhône-Alpes, avec toutefois un bémol important : celui des infrastructures, Rhône-Alpes apparaissant bien mal lotie dans le projet de schéma national d'infrastructures de transport.



François GAUDICHET
Directeur régional de la Banque de France

Reprise mais nécessité de consolider les structures de l'économie et des entreprises

L'économie rhônalpine affiche une reprise relativement soutenue même si nous sommes encore en dessous des niveaux d'activité de 2008. L'investissement et l'emploi permanent repartent dans l'industrie, les rentabilités se redressent. Les perspectives sont bonnes aussi pour les services, en particulier pour l'ingénierie et l'informatique. En revanche le BTP affiche une reprise très modérée. La réduction des déficits publics peut peser légèrement sur la croissance mais ne remet pas en cause ces tendances et elle est indispensable pour écarter les menaces de hausse des taux d'intérêt et de perte de confiance. L'instabilité peut toutefois être plus forte



François TURCAS
Président de la CGPME Rhône-Alpes

2011, une année de transition plutôt favorable

Face à l'incertitude du contexte économique mondial et au prix d'efforts considérables, les entrepreneurs patrimoniaux ont su tout au long de l'année 2010 faire le dos rond, réorienter leur stratégie, s'adapter pour gagner de nouveaux marchés, tout en limitant leurs investissements. Petit à petit une reprise lente s'est amorcée en témoigne par exemple la croissance de 40 % du secteur de l'intérim.

Marquée en ce premier trimestre par des contextes économique et politique mondiaux incertains, 2011 devrait être une année de transition plutôt favorable même si la visibilité des chefs d'entreprise restera limitée. La reprise devrait se consolider en particulier dans l'industrie et les services avec respectivement des prévisions de progressions annuelles de 6,7 % et de 6,9 %. Le BTP devrait progresser également mais dans une moindre mesure.

Dans ce climat, la CGPME Rhône-Alpes restera vigilante et veillera à ce que les dispositions financières issues de Bâle III et Solvency II ne réduisent pas exagérément l'offre de crédit aux entreprises. Nous agirons aussi afin que les relations donneurs d'ordre/sous-traitants s'améliorent notamment en participant de façon active à la mise en œuvre de la médiation nationale de la sous-traitance industrielle. En matière d'international, en partenariat avec l'ensemble des acteurs régionaux dont les CCIT, ERAI... nous intensifierons nos actions d'accompagnement des primo-exportateurs tout en incitant les entreprises à conquérir des parts de marchés à l'international.

que dans le passé. Ainsi la hausse du coût des matières premières risque de peser sur les marges, sur les prix et sur le pouvoir d'achat. Pour se développer et résister aux aléas, les entreprises doivent s'attacher à renforcer leurs fonds propres. Les banques sont là aussi pour financer leurs projets et la distribution du crédit ne devrait pas être impactée fortement par le changement de la réglementation bancaire qui vise surtout à limiter les opérations à risque, à l'origine de la crise économique. Un bon équilibre financier est une clé de réussite et j'invite les entreprises à entretenir un dialogue transparent et de qualité avec leurs banques.



Pierre CORMORECHE
Président de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat Rhône-Alpes

L'Artisanat confronté à de profondes mutations

L'activité semble repartir dans le secteur artisanal. C'est le cas en particulier pour les métiers du bâtiment qui sortent de deux années très difficiles, et pour ceux de la production qui affichent des carnets de commandes de meilleure qualité. Les métiers de bouche souffrent depuis plusieurs années de la concurrence de la grande distribution et d'une réglementation très stricte en matière d'hygiène et de sécurité. Mais paradoxalement, l'alimentaire est le secteur qui a connu le moins d'à-coups pendant la crise. De profondes mutations sont nécessaires pour faire face à la concurrence des grands groupes et aux nouveaux comportements des consommateurs. Les Artisans dans leur diversité ne peuvent plus se permettre de rester sur les modes de fonctionnement traditionnels au risque de perdre des parts de marché. Ils doivent se moderniser et avoir une démarche commerciale plus affûtée. Rhône-Alpes demeure une région dynamique pour l'artisanat. La croissance démographique d'une part et la richesse industrielle d'autre part ont des répercussions positives sur nos activités.



Isabelle SIAUX
Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables de Rhône-Alpes

Les chefs d'entreprises retrouvent le moral mais ont des incertitudes pour 2011

Si beaucoup de chefs d'entreprises reconnaissent une amélioration de leur carnet de commandes, il y a des disparités dans le même secteur d'activité. Plusieurs secteurs comme la sous-traitance automobile ou la métallurgie enregistrent depuis l'année dernière une reprise de leur activité. C'est plus difficile en revanche pour les artisans du bâtiment ou pour les sociétés spécialisées dans le conseil en recrutement. Globalement, les trésoreries demeurent fragiles et il est à craindre que les financements bancaires soient plus difficiles à obtenir, et à un coût à la hausse. Pour 2011, les chefs d'entreprises ont plusieurs incertitudes liées notamment aux événements dans le monde arabe ou à l'envolée des prix des matières premières ; par ailleurs, le problème des déficits publics risque d'entraîner un alourdissement de la fiscalité et des charges pour les entreprises.



Gérard SEIGLE-VATTE
Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Rhône-Alpes

Pour un système de régulation des prix en Europe

Globalement, la situation de l'agriculture rhônalpine est meilleure en 2011 qu'en 2010. Après avoir atteint des niveaux catastrophiques, le cours du lait s'est redressé. En revanche, la situation de la filière viande demeure préoccupante : les cours ont en effet retrouvé leurs niveaux d'il y a vingt ans ! Les prix des céréales se maintiennent à un niveau élevé. Cela est dû à la spéculation boursière mais aussi aux mauvais rendements en Russie, en Chine et en Australie où des catastrophes climatiques ont endommagé les récoltes. Cette hausse des cours impacte en premier lieu les aviculteurs et les producteurs porcins de la région Rhône-Alpes qui sont de gros consommateurs de maïs et de blé. La viticulture régionale, quant à elle, poursuit son redressement. Idem pour la production fruitière qui se maintient à des niveaux acceptables. Le marché de la pomme reste toutefois peu rentable pour les producteurs régionaux. En 2011, nous suivrons de près l'élaboration de la prochaine Politique agricole commune. Nous sommes favorables à un système de régulation des prix en Europe.



Charles ARONICA
Président Rhône-Alpes de la Fédération Française du Cartonnage

Mettre l'accent sur les vertus écologiques du carton

Les cartonniers de la région Rhône-Alpes continuent à être fortement impactés par les effets de la crise économique. L'emballage alimentaire, notamment, affiche une baisse importante d'activité tout comme les produits liés à l'industrie ou aux cosmétiques. Seule la pharmacie se maintient à des niveaux satisfaisants. Nous subissons les hausses importantes des prix des matières premières - jusqu'à + 42 % sur un an pour le carton - qui entraînent des pertes majeures de rentabilité. Les fabricants de carton ont fermé des usines pour faire remonter leurs prix. Mais cette stratégie n'a pas été payante pour les cartonniers. Dans ce contexte de renchérissement des matières premières, les entreprises ne peuvent ni investir, ni recruter. Cette situation devrait perdurer en 2011 puisque nous ne prévoyons pas de hausse de l'activité. Plus que jamais, nous devons insister sur les vertus écologiques du carton, un matériau recyclable à 89 %. Nous menons une série d'actions autour du développement durable, notamment auprès de 40 000 écoles avec l'opération annuelle « Carton en Fête » qui se déroule depuis 14 ans, et qui sensibilise les enfants sur les vertus écologiques du carton. Elle a lieu cette année le 23 mars 2011.



Philippe BOULETTE-SCOLA
Président d'Allizé Plasturgie
Rhône-Alpes

Les entreprises de la plasturgie revoient leur mode de fonctionnement

La plasturgie rhônalpine ne retrouvera pas en 2011 son niveau d'activité d'avant crise. La croissance semble repartir dans de nombreux secteurs comme l'automobile ou l'emballage alimentaire. La santé, les cosmétiques, l'aéronautique et le ferroviaire maintiennent un rythme constant. En revanche, la filière camion liée aux grands donneurs d'ordre régionaux souffre toujours énormément. Deux éléments corrélés nous préoccupent : la faible rentabilité de nos entreprises d'une part et l'ultra volatilité des matières premières d'autre part. La hausse du prix du pétrole risque d'entraîner un ralentissement de la filière et de réduire encore nos marges. Fait marquant : la crise a obligé les entreprises de plasturgie à être plus souples dans leurs modes de fonctionnement. Réactivité, créativité, innovation sont désormais les maîtres mots. Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition - Plastipolis, PEP, centre technique de la Plasturgie, Eco Design Center - pour aller vers une technologie toujours plus performante et respectueuse de l'environnement. Ces savoir-faire de la plasturgie rhônalpine sont reconnus dans le monde entier.



Bernard GAUD
Président de l'Association
Régionale des Industries
Alimentaires

La constitution du cluster agroalimentaire sera l'un des faits majeurs de 2011

Le maître mot cette année est « incertitude » en raison de la fluctuation des cours des matières premières qui risque encore de s'amplifier en 2011. Céréales, lait, viande, cacao... quasiment tous les secteurs sont touchés. Conséquence, nos industriels de l'alimentaire n'ont qu'une vision à court terme de leur activité. Autre point important : les exportations demeurent insuffisantes. Nos PME doivent prendre l'habitude de chasser en meute à l'export plutôt que d'y aller seules. Récemment, des fromageries de la région Rhône-Alpes se sont regroupées pour constituer une affaire commune. C'est un exemple à suivre. Par ailleurs, le secteur est toujours confronté à d'importantes difficultés de recrutement. L'an passé, près d'un millier d'emplois n'ont pas été pourvus. Nous devons faire davantage d'efforts pour améliorer l'image de nos métiers et gommer certains préjugés. La constitution du premier cluster agroalimentaire en Rhône-Alpes sera l'un des faits majeurs de l'année 2011. Il permettra de mettre en valeur les produits régionaux et de développer l'activité de nos entreprises, notamment à l'export.



Patrick DEJEAN
Président de l'Union des
Industries Métallurgiques
et Electriques Rhône-Alpes
(UDIMERA)

Stabilisons durablement les « règles du jeu » pour libérer les initiatives

La reprise est à l'œuvre dans la Métallurgie, mais il faut savoir que les niveaux d'avant-crise ne sont pas encore retrouvés. Les carnets de commande et le dynamisme à l'export nous rendent confiants ; le nucléaire et l'électronique sont particulièrement porteurs. Les entreprises de la filière automobile espèrent le maintien des débouchés en 2011 et l'orientation devient plus favorable dans les biens d'équipement. L'inflation constitue néanmoins une menace réelle : l'envolée du coût des métaux est difficile à répercuter, ce qui impacte les marges. S'y ajoute celle de l'énergie, avec des enjeux importants pour les industries électro-intensives. Dans ce contexte, nos entreprises relancent leurs investissements, mais prudemment. Le traumatisme a été réel en 2009 ; les entrepreneurs y ont fait face, avec l'aide des acteurs publics, en mobilisant leur fonds de réserve et leur patrimoine. Il faut maintenant stabiliser durablement l'environnement juridique et fiscal des entreprises, pour encourager l'investissement, nécessaire à leur compétitivité. Ainsi, forte de la densité de son tissu d'entreprises et de la compétence de ses hommes, l'industrie rhônalpine confirmera son dynamisme.



Jean-Jacques GILLOT
Délégué Général du Groupement
des Industries Chimiques et
Connexes Rhône-Alpes

La chimie rhônalpine table sur une croissance de 3 % de son chiffre d'affaires en 2011

2010 a été une année de convalescence pour la chimie rhônalpine dont le chiffre d'affaires s'est redressé de 10 % par rapport à 2009. Le secteur a toutefois été fortement impacté par les conflits sociaux, notamment par la grève du port de Marseille. Pour 2011, nous avons plusieurs incertitudes : la consommation des ménages sera-t-elle durable ? Comment évolueront les prix de l'énergie ? Nous tablons sur une croissance du chiffre d'affaires de l'ordre de 3 %. La détergence, la cosmétique et les produits d'entretiens devraient continuer à être bien orientés. D'importants investissements sont prévus pour continuer à améliorer la productivité, maintenir un haut niveau de prévention des risques dans l'objectif de les réduire à la source. A titre d'exemple, ADISSEO va ainsi investir 100 millions d'euros pour la construction d'une nouvelle unité dans ces deux objectifs. Compte tenu de la croissance démographique mondiale, le secteur continuera à jouer un rôle majeur pour répondre aux enjeux du Développement Durable, notamment dans les domaines de la potabilité de l'eau et de son recyclage, de l'alimentation et des énergies renouvelables. Enfin, 2011 a été déclarée « Année Internationale de la Chimie » par l'ONU et de nombreux événements se dérouleront pour saluer cette initiative.



Jean-Claude MONTAGNON
Président de l'UNITEX, Union
interentreprises Textile Lyon et
région Rhône-Alpes

La hausse des cours des matières premières réduit les marges du textile

Après une année 2009 catastrophique, le chiffre d'affaires de l'industrie textile régionale a progressé de 6 % en 2010. Les exportations ont fait un bond de 7 % grâce à l'augmentation de la demande en provenance de Chine et des Etats-Unis. Si 2011 a débuté lentement dans le secteur de l'habillement, les soldes ayant connu des résultats en demi-teinte, les prévisions pour cette année sont plutôt favorables. Les marchés du textile technique - équipement de la personne, environnement, santé - affichent une belle dynamique. Les fils pour l'automobile reprennent de la vigueur. Quant aux textiles de l'habillement, ils se maintiennent à un bon niveau en particulier sur le segment du luxe (soie). Idem pour les tissus d'ameublement. Un fait important : la hausse des coûts des matières premières - coton, synthétique, polyester, polyamide - réduit les marges de nos entreprises qui ont déjà été fortement impactées par la grève des dockers du port de Marseille. Enfin, sur le front de l'export, il existe de nouvelles opportunités à saisir au Brésil et en Russie.



François RIEFFEL
Président de la Fédération
des Industries Mécaniques -
Délégation Rhône-Alpes

Industries mécaniques : les marchés de niche se développent

Nous ne sommes pas encore revenus à des niveaux d'activité d'avant-crise. Malgré tout, les industries mécaniques ont des raisons d'être optimistes pour 2011. Les exportations redémarrent, notamment vers des pays phares comme l'Allemagne en Europe et la Chine en Asie. Les carnets de commande s'étoffent et les investissements se concrétisent dans des secteurs comme la chimie et la pharmacie. L'activité se maintient dans le ferroviaire et l'aéronautique. Quant aux industriels présents sur l'énergie, ils sont dans l'espoir d'importants contrats avec AREVA ou EDF. En revanche, nous avons quelques inquiétudes sur l'automobile. La fin de la prime à la casse pourrait en effet avoir des répercussions négatives. Fait marquant de cette nouvelle décennie : les marchés de niche se développent. Plutôt que d'être généralistes, les industriels de la mécanique se spécialisent. C'est particulièrement vrai dans la sous-traitance. Pour rester compétitives sur le marché mondial, nos entreprises doivent plus que jamais miser cette année sur la recherche et l'innovation.



Gérard RAVOUNA
Président du syndicat des
industries Mode et Habillement
Rhône-Alpes

Mode : près de la moitié de nos ventes sont réalisées à l'international

Les salons de prêt-à-porter ont été très bons en ce début d'année aussi bien en France qu'à l'export. Le chiffre d'affaires en Rhône-Alpes a même progressé par rapport à l'an passé et frôle les 2 milliards d'euros. Nos clients recherchent avant tout la créativité. Près de la moitié de nos ventes sont réalisées à l'international. Les exportations vers la Russie remontent alors que celles vers l'Allemagne, la Suisse et l'Italie sont toujours en hausse. Quant à la Chine, elle n'a jamais été aussi friande des produits de mode française, principalement dans le moyen et haut de gamme. Sans surprise, c'est d'ailleurs le secteur du luxe qui tire le mieux son épingle du jeu en Rhône-Alpes. Le bas de gamme rivalise toujours difficilement avec les marques de la grande distribution. Les crises en Egypte et en Tunisie ont paralysé une partie de nos entreprises qui cherchent désormais à s'orienter vers les pays de l'Est pour fabriquer leurs produits. Par ailleurs, nos professionnels rencontrent des problèmes de financement pour les investissements nécessaires en raison de leur augmentation de chiffre d'affaires. Sur ce point, nous déplorons un manque de soutien des banques.



Yves RULLIERE
Président de l'Union Nationale
des Industries de
la Communication (UNIC)
Rhône-Alpes

Imprimerie : les prix sont toujours tirés vers le bas

Après une année difficile, marquée par une baisse du chiffre d'affaires de 15 % au niveau national, l'activité en Rhône-Alpes a repris fortement en décembre-janvier avant de se tasser en février. Les imprimeurs doivent investir dans les nouvelles technologies pour produire davantage et rester compétitifs. Mais ces investissements entraînent une surcapacité qui tire les prix vers le bas. Ceux qui ne peuvent suivre la cadence financièrement - les petites structures en particulier - risquent de disparaître du marché. Pour tirer leur épingle du jeu, nos professionnels doivent plus que jamais miser sur des produits personnalisés et mettre en avant leur savoir-faire. Malgré une conjoncture difficile, l'imprimerie rhônalpine conserve un solide potentiel de développement. Nous travaillons également avec la région parisienne. Le marché international reste difficile d'accès en raison des charges et des coûts de main d'œuvre.



Jacques CHANUT
Président de la Fédération
du Bâtiment de la région
Rhône-Alpes

Bâtiment : la dégradation des trésoreries demeure préoccupante

En 2010, les mises en chantier de logements neufs sont restées stables par rapport à 2009. Les chiffres du non résidentiel, en revanche, ont été historiquement bas : jusqu'à - 60 % pour les mises en chantier de bâtiments industriels et - 40 % pour les entrepôts. Nous sommes plus optimistes pour 2011 car les autorisations de chantiers sont en hausse de 26 % pour les logements et de 15 % pour le non résidentiel. Les modifications apportées à la Loi Scellier ont incité les promoteurs à construire des bâtiments basse consommation (BBC), car désormais, le taux de défiscalisation varie selon le niveau de performance énergétique. Incontestablement, le BBC est une opportunité unique, aussi bien sur la construction que sur la rénovation. Le potentiel de réhabilitation énergétique des bâtiments en Rhône-Alpes est estimé à 55 milliards d'euros. Toutefois, la dégradation des trésoreries de nos entreprises, consécutive à la baisse des prix et à l'application de la Loi LME, demeure un sujet préoccupant. Alors que, jusqu'à présent, les effets de la récession sur l'emploi ont pu être relativement contenus, nos entreprises devront procéder à des licenciements si les chantiers et la commande publique ne repartent pas en 2011.



Jean-Marc ASSAEL
Président de la Fédération des
entreprises du Commerce et de
la Distribution (FCD) Rhône-Alpes

La grande distribution renforce sa présence en centre-ville

Après avoir légèrement augmenté en 2010, la consommation des ménages stagne en ce début 2011. Les soldes, notamment, ont connu des résultats mitigés. Le marché du non alimentaire est en pleine mutation. L'occasion se développe aussi fortement à la fois sur des sites comme eBay ou PriceMinister, ou dans les magasins spécialisés dans le recyclage. Par ailleurs, les ventes sur Internet, qui ne cessent d'augmenter depuis plusieurs années, atteignent aujourd'hui des niveaux significatifs. En alimentaire, les distributeurs recherchent des mètres carrés de surface de vente. Auchan, Carrefour, Super U ou Casino renforcent leur présence en centre-ville en y implantant des petites surfaces. Avec la hausse du prix de l'essence, ce phénomène pourrait s'accélérer. Par ailleurs, les grandes surfaces lancent d'importants plans de rénovation pour moderniser leurs enseignes et améliorer l'ambiance générale dans les magasins. Enfin elles développent de plus en plus le système des « drive », très prisé des clients qui commandent leurs courses sur Internet.



Daniel MOULIN
Président de la Fédération
Régionale des Travaux Publics
Rhône-Alpes

Les entreprises de travaux publics préoccupées par de faibles rentabilités

Même si la crise n'est pas terminée, il y a des signes de reprise. C'est vrai dans le privé où nous constatons une hausse des mises en chantier de logements neufs et de travaux d'aménagements. En revanche, l'investissement des collectivités locales, qui représente près de la moitié de la commande publique en Rhône-Alpes, est plus aléatoire. Certains Conseils Généraux annoncent même pour 2011 des baisses d'investissement sur les TP (- 14 % dans la Drôme). Quant aux grands projets régionaux - Grand stade, A45, débouché de l'A89, contournement ouest de Lyon, ligne ferroviaire transalpine Lyon/Turin - ils demeurent incertains. Nous sommes particulièrement préoccupés par les faibles rentabilités de nos entreprises. Alors que les cours des matières premières flambent (+ 28 % pour le bitume), les prix continuent à être tirés vers le bas. Par ailleurs, la réduction des délais de paiement fournisseurs contribue à fragiliser nos trésoreries. La création du pôle d'excellence INDURA est un point positif. Il fédère entreprises, sociétés d'ingénierie, maîtres d'ouvrage, laboratoires autour d'un objectif commun : promouvoir la recherche et l'innovation pour renforcer notre compétitivité et réduire l'empreinte environnementale de nos réalisations.



Jean-Michel PERISSOUD
Président Rhône-Alpes du Conseil
National des Professions de
l'Automobile (CNPA)

L'automobile est au début d'une décennie qui va marquer l'histoire

L'automobile en Rhône-Alpes (les véhicules légers) sort de deux années exceptionnelles, avec toutefois des résultats très variables selon les marques et les concessionnaires, certaines entreprises ayant une rentabilité quasi nulle. Avec la récente fin de la prime à la casse, l'année 2011 s'annonce plus incertaine. Les constructeurs mettent en place des opérations marketing pour tenter de conserver des volumes de vente identiques. Le marché de l'occasion se porte mieux, en particulier sur les modèles moyen et haut de gamme. Quant au système de l'autopartage, il se développe dans les grands pôles urbains, notamment à Lyon (Autolib) et à Grenoble. Il est encore en phase d'expérimentation. Nous sommes à l'orée d'une décennie qui va marquer l'histoire de l'automobile. En effet, les normes européennes anti-pollution obligent les constructeurs à produire des modèles hautement technologiques : les véhicules hybrides (moteurs essence-électrique ou diesel-électrique), électriques et hydrogène déferleront bientôt sur le marché rhônalpin. Cette nouvelle dynamique de production aura des répercussions positives sur l'emploi, sur celui des jeunes notamment.



Pascal PERRAUT
Président de la Commission
Commerce de la CCIR Rhône-Alpes

Veiller à l'équilibre entre les formes de commerce

Pan essentiel du commerce, le commerce indépendant demande de plus en plus de rigueur dans son management, tant pour l'approvisionnement (circuits courts) que pour la gestion des dépenses internes. Le commerce doit présenter une offre de qualité, en matière de produits mais aussi de services proposés : le conseil, la livraison sans oublier l'adaptation aux nouvelles technologies. Il lui faut se démarquer d'une offre de masse déjà proposée par les grands magasins spécialisés. L'adhésion aux unions commerciales permet de ne pas être isolé, d'être informé et de participer à des animations. Ces dernières années, le commerce a vécu de grandes mutations et il est reparti à la conquête des centres-villes. Malgré la crise, il s'est maintenu et a même vu des spécialités conforter leur position. Le prix élevé du foncier reste pour l'indépendant une équation forte lorsqu'il veut s'installer. La problématique de la prolifération des implantations non raisonnées de centres commerciaux est à gérer avec les collectivités locales pour que le commerce et les marchés vivent, sous toutes leurs formes. Nous veillerons à ce que l'équilibre soit maintenu.



Daniel BOUVARD
Président Rhône-Alpes du
Syndicat des Entreprises de
Travail Temporaire

L'emploi intérimaire en hausse en Rhône-Alpes

Les effectifs intérimaires en Rhône-Alpes ont augmenté de 28,7 % en 2010 par rapport à 2009 contre une progression de 14,8 % au niveau national, une tendance qui s'est confirmée en janvier et février. Au niveau sectoriel, l'industrie suit une tendance haussière confirmant la reprise de l'activité sur les chaînes de production. Pour autant, la suppression de la prime à la casse devrait limiter fortement la croissance de l'automobile. Les secteurs de la chimie, de la pharmacie et de l'agroalimentaire ont retrouvé un bon niveau d'activité au contraire du BTP qui marque le pas. Enfin les services sont en progression grâce à la bonne tenue des métiers de la vente. Les métiers du secrétariat et les profils commerciaux se sont fortement développés tandis que ceux de la banque et du télé conseil connaissent un développement significatif. L'activité recrutement (en CDI-CDD pour le compte d'entreprises) de nos agences a enregistré une progression de 27 % au niveau national. Dans un contexte économique caractérisé par une reprise incertaine, on observe ainsi un renforcement de la complémentarité des activités intérim et recrutement. Les solutions de flexibilité internes déployées dans de nombreuses entreprises, et qui ont pu freiner les processus de recrutement externes, semblent désormais se résorber, laissant présager des perspectives positives pour les agences d'emploi en 2011.



François DAMARIN
Référént de la CCIR Rhône-Alpes
en matière de commerce

En 2011, les banques seront plus regardantes sur les crédits

Nous sommes agréablement surpris par la capacité des entreprises à se relancer après deux années de grave crise économique. Les banques de la région Rhône-Alpes assistent en effet depuis l'année dernière à une progression significative des flux commerciaux et des investissements. Cette tendance se confirme depuis janvier 2011. Par ailleurs, le volume des crédits, accordés aux particuliers et aux entreprises, est également en nette augmentation par rapport à 2009. Les prêts d'équipements affichent une belle dynamique tout comme les crédits immobiliers, boostés par les avantages fiscaux. En 2011, les banques risquent toutefois d'être plus regardantes sur les crédits. Les récentes contraintes réglementaires les obligent en effet à fournir des éléments précis sur leurs fonds propres et sur leur capacité à tenir en cas de crise de liquidités. Conséquence : la pression actuelle sur les taux de marché se cumule avec l'ajustement nécessaire que devront faire les banques sur la gestion de leur bilan. Ce qui devrait provoquer une remontée des taux des crédits. Les accords de Bâle III risquent de peser sur l'investissement.



Olivier de MARGNAN
Président du Comité des Banques
de la région Rhône-Alpes

En 2011, les banques seront plus regardantes sur les crédits

Nous sommes agréablement surpris par la capacité des entreprises à se relancer après deux années de grave crise économique. Les banques de la région Rhône-Alpes assistent en effet depuis l'année dernière à une progression significative des flux commerciaux et des investissements. Cette tendance se confirme depuis janvier 2011. Par ailleurs, le volume des crédits, accordés aux particuliers et aux entreprises, est également en nette augmentation par rapport à 2009. Les prêts d'équipements affichent une belle dynamique tout comme les crédits immobiliers, boostés par les avantages fiscaux. En 2011, les banques risquent toutefois d'être plus regardantes sur les crédits. Les récentes contraintes réglementaires les obligent en effet à fournir des éléments précis sur leurs fonds propres et sur leur capacité à tenir en cas de crise de liquidités. Conséquence : la pression actuelle sur les taux de marché se cumule avec l'ajustement nécessaire que devront faire les banques sur la gestion de leur bilan. Ce qui devrait provoquer une remontée des taux des crédits. Les accords de Bâle III risquent de peser sur l'investissement.



Dominique DI BELLO
Président de la Fédération
régionale des Entreprises de
Transport et de Logistique (TLF)

Les grèves dans les ports français fragilisent les transporteurs et logisticiens

Malgré un mois de janvier plutôt morose, le transport routier rhônalpin prévoit pour 2011 une augmentation des volumes d'activité, en tonnage, de l'ordre de 8 % pour la messagerie nationale et de 10 % pour la messagerie européenne. Les prévisions sont légèrement moins optimistes pour les transports de lots puisque nous tablons sur une croissance de 5 % au niveau national et de 8 % à l'international. Quant à la grande exportation aérienne et maritime, elle pourrait augmenter de 5 % cette année. Paradoxalement, l'année 2011 s'annonce incertaine. Les grèves dans les ports français ont lourdement impacté nos activités, obligeant les entreprises régionales à diriger leurs containers vers les ports d'Anvers ou de Barcelone. Le personnel du Port Edouard-Herriot à Lyon s'est ainsi retrouvé au chômage technique pendant plusieurs semaines. Si ces grèves reprennent, les transporteurs et logisticiens se retrouveront dans une situation alarmante. Les événements en Tunisie, en Egypte et en Libye ont également de fortes répercussions sur notre secteur. L'augmentation du prix de l'essence, en particulier, fragilise les trésoreries et bloque les investissements.



Gilles MAURER
Président de Syntec Rhône-Alpes

Tertiaire supérieur : un optimisme modéré pour 2011

Les entreprises du « tertiaire supérieur » - informatique, ingénierie, cabinets de conseil, formation professionnelle - sont modérément optimistes pour 2011. Les prévisions de croissance oscillent entre 2 % et 6 % selon les secteurs. L'ingénierie liée à l'infrastructure compte sur la concrétisation des projets autoroutiers ou ferroviaires. La baisse des investissements des collectivités territoriales et de l'Etat en matière de travaux publics se fait toujours sentir. Ces métiers continuent à souffrir également de la crise qui frappe les industries traditionnelles. En revanche, l'informatique génère toujours autant d'activité en particulier grâce aux banques et aux assurances qui ont lancé des grands projets liés aux réglementations. Les sociétés de conseil, et plus globalement toute la profession, sont soumises à une pression sur les prix de vente importante. Fait inquiétant : le tertiaire supérieur, tous secteurs confondus, est confronté à des difficultés de recrutement, en partie à cause des salaires, moins attractifs qu'auparavant compte tenu de l'effet de « ciseau » lié aux tarifs, et à des métiers toujours aussi prenants... mais passionnants.



Vincent LE ROUX
Président du Club Prestige
Rhône-Alpes

Des taux de fréquentation records dans les hôtels et restaurants de luxe

2011 s'annonce déjà comme un très bon millésime pour la restauration et pour l'hôtellerie haut de gamme. L'année a débuté avec des taux de fréquentation records, proches de ceux que nous avons connus en 2007. Après deux années économiquement moroses, la clientèle affaires revient en force dans la région. La clientèle de loisirs se développe également, en particulier à Lyon qui profite du terminal low cost de l'aéroport Saint-Exupéry. De plus en plus de touristes étrangers mais aussi Français viennent désormais à Lyon le temps d'un week-end. La ville s'apprête d'ailleurs à augmenter sa capacité hôtelière, déjà conséquente : douze hôtels, toutes catégories confondues, seront construits dans les deux prochaines années, soit l'équivalent de 1 600 chambres supplémentaires. Quant au futur Hôtel Dieu cinq étoiles, il ouvrira ses portes à l'horizon 2013. Malgré une météo peu favorable, la fréquentation des stations de sports d'hiver est bonne en ce début d'année. Les Alpes attirent de plus en plus de voyageurs originaires de l'Est de l'Europe, en particulier la clientèle russe haut de gamme.

Le tourisme est une activité économique primordiale pour la création de richesses, l'emploi et le développement des territoires de notre région. Il présente plusieurs facettes, ce qui constitue un atout pour notre région. Jean-Paul MAUDUY a fait du développement du tourisme une priorité de la CCIR Rhône-Alpes pour le mandat 2011-2015, en donnant toute leur place aux différentes composantes du tourisme rhônalpin dans la stratégie régionale des CCI.



Roland BERNARD
Président de
la Commission Tourisme
de la CCIR Rhône-Alpes

Rhône-Alpes est la 2ème région touristique en 2009 soit 9% du marché France et plus de 9 milliards de consommation touristique.

Le prisme tourisme a de nombreuses facettes en Rhône-Alpes : la montagne avec la neige, les lacs, les collines, les plaines, les rivières, les villes et leurs patrimoines historiques ou industriels. Autant de diversités que de richesses tant dans les paysages que dans l'économie qu'elles génèrent. Rhône-Alpes, c'est aussi le tourisme d'affaires avec 30 villes de congrès et autant d'infrastructures qui font de notre région une destination privilégiée à promouvoir.



René CHEVALIER
Référént de la CCIR
Rhône-Alpes en matière
de tourisme de montagne
Président de
la CCIT de la Savoie

L'accent est mis sur les spécificités qui forment notre région et notamment la nécessité de regrouper nos enjeux « montagne » que cela soit avec la Savoie, l'Isère ou la Haute-Savoie.

C'est une véritable économie qui se fait autour de nos montagnes, la neige bien sûr, et aussi les lacs et le thermalisme que l'on trouve sur d'autres territoires de notre région. Nous avons beaucoup à partager et à apprendre de nos territoires. L'hôtellerie de Plein Air fait aussi partie intégrante de cette économie.



Daniel PARAIRE
Référént de la CCIR Rhône-
Alpes en matière de tourisme
de plaine et des collines
Président de
la CCIT Nord Isère

Le tourisme vert avec ses plaines et ses collines est en pleine croissance. Il fait partie du rayonnement de notre région. Ces territoires portent des entreprises et des hommes qui en font la saveur et la richesse. La professionnalisation de nos entreprises est un axe essentiel afin de les amener vers plus de qualité et vers une reconnaissance au-delà de nos frontières régionales. Ce sont ces hommes et ces entreprises qui feront de notre région une destination incontournable.



Jean-Paul POULET
Référént de la CCIR Rhône-
Alpes en matière de tourisme
méridional
Président de
la CCIT de l'Ardèche

Avec son climat provençal, son environnement naturel exceptionnellement varié et préservé, et son patrimoine historique très riche, le sud de la région Rhône-Alpes offre de nombreuses activités : sports nature, grottes et châteaux, activités culturelles, thermalisme... Le tourisme y représente ainsi une activité économique essentielle, plaçant les départements du Sud Rhône-Alpes parmi les plus touristiques de France.

Ce qu'ils en pensent



Michel-Louis PROST
Président de l'Association pour le Développement de l'Informatique en Rhône-Alpes (ADIRA)

Les projets informatiques repartent dans l'industrie

Les informaticiens rhônalpins tablent sur une croissance de 6 % de leur chiffre d'affaires en 2011 ainsi que sur une reprise significative de l'emploi. Cette dynamique ne fait pas oublier les faibles rentabilités de nos entreprises. La concurrence de l'offshore, notamment, tire les prix vers le bas. Le secteur banque-assurances continue à investir massivement dans l'informatique pour répondre à une pression réglementaire toujours plus forte. Les projets repartent également dans l'industrie qui investit dans les ERP. Quant à la grande distribution, qui reste très active sur le e-commerce, elle demeure l'un de nos principaux donneurs d'ordres. Cette nouvelle décennie se caractérise par des éléments nouveaux. Tout d'abord, l'économie numérique s'impose dans tous les compartiments de la vie active. Les entreprises ne peuvent plus se permettre d'être à la traîne et sont dans l'obligation d'investir. Enfin, les tablettes et autres smartphones révolutionnent notre façon de communiquer. Dans quatre ans, nous estimons que 80 % des accès internet seront mobiles. Tous les signes de la reprise sont bien soulignés par l'Indice ADIRA du dynamisme de l'économie numérique, qui s'établit à 127 en 2010 (contre 94 en 2009).



Pierre SIBUT
Président de la Fédération Nationale des Transporteurs Routiers (FNTR) Rhône-Alpes

Transporteurs routiers : 4 000 emplois supprimés en Rhône-Alpes

2010 a été une année catastrophique. En cause notamment, l'accord sur les hausses de salaires, qui a entraîné des coûts supplémentaires pour nos entreprises déjà en grandes difficultés. 80 % d'entre elles ont perdu de l'argent et 4 000 emplois ont été supprimés en Rhône-Alpes. Nos prévisions ne sont guère plus optimistes pour 2011. Tout d'abord, nous ne sentons pas de reprise significative de l'activité, en particulier dans l'industrie ou le BTP. Ensuite, nous continuons à subir la concurrence des autres transporteurs européens, en particulier des Allemands qui ont des charges inférieures de 15 % aux nôtres. A cause de cette concurrence déloyale, nous avons perdu tous les marchés « longue distance ». Si nous n'obtenons pas une harmonisation de la législation européenne, le secteur du transport court tout droit à sa perte. Enfin, le manque de soutien de l'État français vis-à-vis des routiers est inadmissible. Alors que la taxe poids lourds n'est pas encore entrée en vigueur, nous sommes de loin la profession la plus imposée sur le plan fiscal.



Guy REVOL
Président de la délégation Rhône-Alpes/Auvergne de la Compagnie des Dirigeants et Acheteurs de France (CDAF)

Les achats retrouvent un niveau d'activité d'avant-crise

L'indice de confiance des directeurs d'achats est de nouveau au beau fixe en ce début d'année 2011. Nous revenons sur des bases d'avant-crise avec des commandes et des volumes d'achat en forte hausse. Tous les secteurs, quasiment, se portent bien, en particulier l'industrie manufacturière et les services. C'est un peu plus difficile pour le bâtiment qui se maintient malgré tout à un niveau intéressant. La crise semble terminée même si quelques inquiétudes persistent. La hausse des cours des matières premières - pétrole, acier, inox - préoccupe les directeurs d'achats. De plus, l'augmentation des volumes entraîne un allongement des délais et une pénurie sur certains produits. Enfin, la grève des dockers du port de Marseille nous paralyse sur la grande importation asiatique. Le CDAF se félicite de la signature d'une charte de bonnes pratiques visant à améliorer les relations entre donneurs d'ordre et PME-PMI. Signée à ce jour par 130 entreprises, elle prône l'équité financière, la collaboration avec les PME, la maîtrise des taux de dépendance ou encore l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques d'achats.



Jean-Marc TORROLLION
Président de la FNAIM Rhône-Alpes

Le marché est de nouveau financé par la revente

La transaction immobilière affiche un rythme soutenu en Rhône-Alpes, pour deux raisons principales : les taux d'intérêt des crédits sont historiquement bas et les prix de vente des logements stagnent. Les conditions semblent réunies pour acheter : la mensualité de remboursement du crédit, rapportée aux revenus des ménages, n'a jamais été aussi favorable. Si les primo-accédants représentent toujours une part substantielle de nos clients, le marché se trouve financé de nouveau par le second achat. Les propriétaires, qui s'étaient figés pendant la crise, revendent pour engranger une plus-value. Autre évolution majeure : les Rhônalpins investissent de nouveau dans des logements neufs pour en faire leur résidence principale alors qu'ils avaient plutôt tendance à acheter un bien neuf pour ensuite le louer. Enfin, nous avons constaté pendant la crise un retour des ménages à la ville, dû en partie à la hausse du prix du carburant. Sur le marché locatif, nous constatons un accroissement de la vacance dans plusieurs villes de la région, à l'exception d'Annecy qui profite d'un report de la demande frontalière. La location subit toujours la concurrence du logement social.